

Statement

Minister for
International
Trade



Déclaration

Ministre du
Commerce
extérieur

90/71

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION D'OUVERTURE

DE M. JOHN C. CROSBIE

MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU CANADA

À LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GATT

BRUXELLES (Belgique)

Le 3 décembre 1990

Monsieur le Président,

Tout d'abord, je veux remercier le gouvernement de la Belgique d'avoir organisé cette réunion ministérielle. Le Canada ayant été l'hôte de la conférence ministérielle à mi-parcours, à Montréal, nous Canadiens sommes conscients des efforts et de l'organisation énormes qu'il faut pour assurer le succès d'une réunion de cette envergure.

Dans ces négociations de l'Uruguay Round, des questions trop importantes à régler, des enjeux trop élevés et le temps trop court laissent peu de place pour de longs discours officiels. Aussi, mes remarques seront-elles brèves.

La clé du succès de la réunion de Bruxelles, cette semaine, réside dans l'action politique.

Après quatre années de négociations et de délibérations poussées, la question n'est plus de savoir où nous en sommes, mais plutôt de savoir si nous sommes prêts à faire preuve d'initiative pour aboutir à un résultat global et équilibré.

Ce cycle de négociations a été hardu dès le départ. Et pour cause. Les enjeux sont plus vastes et plus complexes que jamais auparavant. Cependant, le pessimisme ne doit pas nous empêcher de mener ces négociations vers une issue heureuse.

Le Canada est prêt à apporter sa pleine contribution. Aujourd'hui, de concert avec le Japon, la Suède et la Suisse, nous avons présenté une proposition visant à garantir la non-discrimination et la libéralisation des échanges dans le secteur des services financiers. Nous espérons que cette offre constituera une base solide à la négociation de cet important volet de l'accord sur les services.

Aujourd'hui, le Canada présente aussi une offre concernant des engagements initiaux sur l'accès aux marchés et le traitement national liés à un large éventail de services.

L'agriculture est une priorité pour le Canada dans ces négociations. Nous devons améliorer les conditions d'accès aux marchés. Nous devons élaborer des règles efficaces et équitables s'appliquant également à tous. Ce sont nos agriculteurs et non nos trésors publics qui doivent se faire concurrence sur les marchés mondiaux. Cherchons un terrain d'entente et prenons les bonnes décisions pour l'avenir.

Nous devons progresser sensiblement dans les négociations sur les barrières tarifaires et non tarifaires. Nous devons tenter de négocier un régime global de libre-échange dans le plus grand nombre de domaines possible. Nous ouvrirons de la sorte de

véritables possibilités à notre secteur privé. Le commerce international se développera davantage, conduisant ainsi à la croissance économique de tous nos pays.

Cependant, l'amélioration des conditions d'accès aux marchés ne suffit pas. Il faut aussi des règles du GATT plus claires et plus prévisibles sur les subventions et les mesures compensatoires, les mesures antidumping et les sauvegardes. Seule une action politique de notre part permettra d'arriver à un résultat raisonnable et équilibré dans nos efforts de réforme du système du GATT.

Pour cela, il faudra mettre en place un solide mécanisme de règlement des différends et une nouvelle organisation commerciale multilatérale pour administrer d'une façon cohérente tous les arrangements issus de l'Uruguay Round.